

Commission: Conseil de l'Union européenne sur les risques et la sécurité civile.

Problématique: Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles, industrielles et humaines?

Auteur: Danemark

Le Danemark a adhéré à l'Union européenne en 1973. Le Royaume du Danemark est une monarchie constitutionnelle dotée d'un système parlementaire monocaméral. Dirigée depuis 2024 par le roi Frédéric X dont la fonction est strictement représentative et protocolaire. Mette Frederiksen, du parti social-démocrate (La Social-Démocratie - SD), est Première ministre depuis 2019, marquant un tournant politique avec la formation d'une coalition au centre gauche en décembre 2022, rassemblant les sociaux-démocrates, la droite libérale de Venstre (V), et les Modérés (M). Cette alliance inédite vise à répondre aux changements politiques et aux défis actuels. En matière de sécurité, le Danemark a approuvé son intégration à la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) de l'UE en juin 2022, soulignant son engagement envers la stabilité régionale et internationale, après le référendum de 2015 rejetant la coopération UE-Danemark en matière de police et de sécurité.

La question de la coordination de la sécurité civile européenne au sein du Conseil de l'UE revêt une importance cruciale pour le Danemark, en raison de divers enjeux liés à la protection des populations contre les catastrophes naturelles, industrielles et humaines. Le Danemark, traditionnellement eurosceptique, a intégré la politique de défense de l'UE, trois mois après l'invasion russe de l'Ukraine avec presque 67% des Danois qui ont voté en faveur de cette intégration, le mercredi 1^{er} juin 2022. Le Danemark, en tant que pays résolument antinucléaire, ne produit pas d'énergie nucléaire, conformément à une loi votée en 1985 par le parlement danois. Cette législation interdit explicitement la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire sur le territoire danois. Face aux défis en matière de sécurité civile, le Danemark promeut une coopération renforcée au sein de l'Union européenne, mettant l'accent sur l'échange d'expertise, le partage d'informations et la coordination des ressources. La question des mécanismes de financement et de solidarité européens face aux catastrophes constitue également un enjeu important, car elle influe directement sur la capacité du Danemark à faire face aux conséquences dévastatrices de divers incidents. Ainsi, le pays soutient une approche collective visant à garantir une sécurité civile optimale à l'échelle européenne, tout en étant attentif aux spécificités nationales et régionales.

Le Danemark est exposé à plusieurs risques. Premièrement, bien que généralement moins touché par les risques naturels et industriels, il a récemment connu une série d'inondations répétées, mettant en évidence sa vulnérabilité face au changement climatique. Notamment, l'année 2023 a été enregistrée comme la plus humide au Danemark, avec des événements spécifiques tels que les inondations du mois de janvier 2024 qui ont eu un impact direct sur certaines régions. Le même mois, un glissement de terrain toxique a mis en relief l'existence de risques naturels combinés à des risques industriels. Deuxièmement, sur le plan humain, les préoccupations liées au terrorisme ont laissé une marque significative sur la politique antimigratoire du Danemark. Des événements tels que les attaques contre une synagogue à Copenhague le 15 février 2015 ont souligné l'urgence de renforcer la sécurité intérieure et de lutter contre le terrorisme. Ces événements ont influencé la politique nationale en matière d'immigration, accentuant la nécessité de garantir la sécurité intérieure dans un contexte de menace terroriste.

Le Danemark, en tant que pays riche et sûr, démontre sa volonté de contribuer activement à des initiatives européennes de gestion des catastrophes. Il offre non seulement un soutien financier substantiel (c'est un contributeur net) mais il met également son expertise dans les domaines de la sécurité à disposition des États-membres. Ainsi, il est membre du Mécanisme de protection civile de l'UE, un effort de coopération visant à renforcer la protection civile entre les pays de l'UE et 10 autres États membres. Ce mécanisme vise à améliorer la prévention, la préparation et la réaction aux catastrophes. Le Danemark soutient également une approche commune de la gestion des risques, prônant une administration partagée entre les pays membres.

Dans le cadre des débats au sein du Conseil de l'UE sur les risques et la sécurité civile, le Danemark fait partie de l'office européen de police, EUROPOL. C'est une plateforme qui propose de renforcer la coopération entre les États membres dans le partage d'informations liées au terrorisme. Le Danemark encourage également une approche collaborative dans le développement de politiques antiterroristes, mettant en avant des initiatives conjointes pour prévenir les radicalisations et renforcer la sécurité à l'échelle européenne.

Nous proposons, au niveau des risques humains, l'envoi de conseillers militaires à l'Ukraine et en Suède. Au niveau des risques naturels, le changement climatique est un fait, il faut donc s'adapter à cela et faire face à ces risques d'inondations. Au niveau européen nous proposons la mise en place d'un groupe de secours spécifiques pour les inondations formé de pays menacés par les montées des eaux.

Le Danemark, tout en restant attaché à ses spécificités nationales et régionales, affiche une volonté de coopérer au sein de l'Union européenne pour relever les défis de la sécurité civile. La récente intégration à la Politique de Sécurité et de Défense Commune souligne son engagement envers la stabilité régionale et internationale. Face aux risques naturels, industriels, et humains, le Danemark encourage une approche collective axée sur le partage d'expertises. Sa position europhile, renforcée par un soutien accru à des initiatives telles que le Mécanisme de protection civile de l'UE, montre une orientation positive en faveur d'une Europe sécurisée et coopérative.